



Confédération Générale du Travail FORCE OUVRIERE - 141, avenue du Maine - 75680 PARIS Cedex 14 - Tél.: 01 40 52 84 70 - Fax.: 01 40 52 84 71

## **COMMUNIQUE**

## Conseil supérieur de l'éducation : FO s'oppose au projet de loi de refondation de l'école

Au Conseil supérieur de l'éducation (CSE) du 14 décembre, la confédération FORCE OUVRIERE et la Fédération FO de l'enseignement, de la culture et de la formation professionnelle (FNECFP-FO) ont interpelé le ministre de l'éducation nationale sur le projet de « loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école ».

Après avoir rappelé au ministre que la concertation n'a aucunement permis l'établissement d'un « consensus », FORCE OUVRIERE a indiqué que le projet de loi (comme d'ailleurs le projet de décret relatif aux rythmes scolaires) confirme toutes les craintes qu'elle a déjà exprimées.

FORCE OUVRIERE ne peut cautionner les principes du « socle commun de compétences » ou de « l'école du socle », érigés ici en nouveau fondement de l'enseignement obligatoire.

Avec les personnels, FORCE OUVRIERE reste attachée aux connaissances et aux qualifications et ne veut pas qu'on leur substitue les « compétences » de l'école du socle, ni qu'on remette en cause les statuts particuliers des enseignants, qui sont garants de leur mission.

Avec le projet d'acte III de décentralisation (annonces du gouvernement de transfert aux Régions de la formation professionnelle initiale et leur mise à disposition des conseillers d'orientation), cette logique entraînerait une différenciation territoriale des missions de l'école de la République, notamment par la mise en œuvre de « projets éducatifs territoriaux » ou par le renforcement de la présence des collectivités territoriales dans les Conseils d'administration et Conseils d'école ou par la création obligatoire de contrats d'objectifs tripartites (Etat, collectivité, établissement).

Le texte portant atteinte aux principes de l'école publique, un des piliers de la République une et indivisible et ne répondant pas aux revendications des personnels, FORCE OUVRIERE s'est prononcée contre ce projet de loi.

Paris, le 14 décembre 2012

Contact : Pascal PAVAGEAU, Secrétaire confédéral

**2** 01 40 52 84 45 - **3** 06 76 77 70 39 
<sup>⊕</sup> pascal.pavageau@force-ouvriere.fr